



Lettre ouverte à Josep Borrell,

*Haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères
et la politique de sécurité de l'Union européenne*

Le Conseil des affaires étrangères de l'UE se réunira ce lundi 14 octobre à Luxembourg - Kirchberg sous votre présidence. Le site officiel annonce parmi les principaux points à l'ordre du jour l'"agression russe contre l'Ukraine" et la "situation au Proche-Orient" (sic). Dans son éditorial du 8 octobre le journal *El País* reproduit vos propos sur la nécessité de livrer « moins d'armes » à Israël. Vous avez annoncé que ce sujet sera abordé par les ministres des Affaires étrangères à Luxembourg.

Nous osons croire que vous conviendrez avec nous que ce qui se passe dans la Bande de Gaza depuis une année et qui se répète maintenant au Liban, en Cisjordanie et ailleurs, est un affront à notre humanité commune qui ne doit plus être toléré. Un crime dont même nos dirigeants politiques actuellement réticents devront mesurer toute l'horreur le jour où les médias occidentaux ne seront plus interdits d'accès.

Israël n'a pas seulement largué des dizaines de milliers de tonnes de bombes sur une bande de terre parmi les plus densément peuplées et les plus pauvres de la planète, rasant des quartiers entiers, des champs agricoles, des musées, des lieux de cultes et même des cimetières, mais a aussi systématiquement anéanti le système médical, éducatif et les infrastructures civiles, perpétuant chaque jour des massacres de civils, des exécutions sommaires et des tortures, ciblant les journalistes, utilisant la famine comme arme de guerre contre une population entière déshumanisée et terrorisée.

Imbu de son impunité et du soutien des pays occidentaux, le gouvernement en place franchit toutes les lignes rouges : Israël non seulement viole quotidiennement le droit international et le droit humanitaire, ignorant une multitude de résolutions de l'ONU, de décisions de tribunaux internationaux et d'appels de l'UE, mais insulte les Nations Unies et fragilise le système international basé sur le droit, oubliant qu'il doit son existence même à l'ONU.

Il est temps que l'UE se rappelle ses valeurs affichées telles que la paix, la justice, la solidarité, l'égalité des droits et la dignité de chaque être humain et de tous les peuples. Il est temps que l'UE fasse comprendre à Israël que son pouvoir militaire a des limites et que sa "guerre totale" constitue une grave menace pour le monde entier. L'UE est le premier partenaire commercial de l'État d'Israël et a les moyens de pression à sa disposition, comme celui d'arrêter les livraisons d'armes (en premier lieu par l'Allemagne) ou de suspendre l'accord d'association économique.

Israël aujourd'hui est de plus en plus isolé dans le monde. La grande majorité des États et des citoyens du monde sont révoltés par le soutien militaire, politique et financier sans faille des États-Unis et de l'UE à la poursuite de cette guerre dont la Cour Internationale de Justice estime qu'il existe un "risque plausible de génocide". Afin de ne pas perdre toute crédibilité morale dans le monde, l'UE doit enfin mettre fin à son double discours par rapport au droit international et porter la voix du droit également au Proche-Orient. Si non, à Gaza, l'UE est en train de perdre son cœur.

Comité pour une Paix Juste au Proche-Orient

Luxembourg, le 11 octobre 2024



Comité pour une Paix Juste au Proche-Orient asbl
ONG de développement - 136-138, rue Adolphe Fischer, L-1521 Luxembourg
IBAN: LU09 0019 2855 6791 9000 BIC: BCEELULL
+352 4 004 2764 | contact@paixjuste.lu | www.paixjuste.lu